

INCENDIES : LE GOUVERNEMENT RATTRAPÉ PAR SES MENSONGES



Par Élina Barbereau, Hugo Lemonier

Alors que Sébastien Lecornu et Laurent Nuñez se rendent lundi en Gironde, le ministre de l'intérieur reconnaît dans un enregistrement consulté par « Mediapart » que les discours officiels sur les moyens suffisants face aux incendies relèvent de la « posture » politique. Des documents inédits révèlent l'ampleur de ces carences.

Lire la suite [https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/160826/incendies-le-gouvernement-rattrape-par-ses-mensonges?utm_source=alerte-20260816-160515&utm_medium=email&utm_campaign=ALERTE&utm_content=&utm_term=&xor=EREC-83-\[ALERTE\]-alerte-20260816-160515&M_BT=7616927313](https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/160826/incendies-le-gouvernement-rattrape-par-ses-mensonges?utm_source=alerte-20260816-160515&utm_medium=email&utm_campaign=ALERTE&utm_content=&utm_term=&xor=EREC-83-[ALERTE]-alerte-20260816-160515&M_BT=7616927313)

Dans un moment de sincérité qu'il n'imaginait pas enregistré, Laurent Nuñez a fini par avouer. Ce jeudi 13 août, place Beauvau, à Paris, le ministre de l'intérieur encaisse les reproches des représentants des pompiers professionnels, épuisés par un été au cours duquel quatre de leurs collègues ont trouvé la mort, et ulcérés que le gouvernement ne veuille pas reconnaître l'insuffisance des moyens déployés pour lutter contre les feux qui se multiplient en France.

« Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une communication

institutionnelle qui consiste à répéter que tout va bien », lancent les représentants des pompiers, qui regrettent « l'incapacité persistante à étudier, expérimenter, déployer des solutions innovantes », tandis que le nombre de feux de plus de 30 hectares enregistré a été multiplié par presque 30 en deux décennies, [selon les données](#) du système européen d'information sur les feux de forêt (Effis). « Les défis sont immenses, mais ce qui serait impardonnable aujourd'hui, ce serait de ne pas reconnaître les difficultés », dénoncent les syndicats.

Depuis le début de l'été, le gouvernement n'a cessé de proclamer que les moyens sont bel et bien là, que tout avait été préparé et anticipé. Alors les représentants des pompiers lancent encore au ministre : « Personne ne peut sérieusement affirmer que le système a répondu à la hauteur des enjeux lorsque les conséquences humaines, matérielles, atteignent une telle ampleur. »

En réponse, Laurent Nuñez joue cartes sur table : « Quand vous dites les moyens, les discours institutionnels, etc. Nous, on est aussi des politiques. Moi, je suis aussi ministre de l'intérieur, certes ancien préfet, très haut fonctionnaire dans ma tête, mais je suis aussi un politique. Quand vous avez des opposants qui disent qu'il n'y a pas assez de moyens aériens, c'est normal qu'on ait une posture. »

« Une posture », donc. Le ministre tente alors de convaincre ses interlocuteurs que, quand il a évoqué les moyens suffisants, il ne faisait que répondre à ses oppositions concernant le manque de canadiers. Pour le reste, notamment les [camions-citernes feux de forêts](#), « on n'a jamais dit que c'était suffisant en vrai ».

Le 20 juillet pourtant, interrogé au [micro de France Inter](#) sur les moyens en général, Laurent Nuñez répond : « Oui, nous avons suffisamment de moyens, bien sûr », vantant notamment « les moyens terrestres renforcés ». Ensuite viendront les contre-attaques, [comme](#) lors de son déplacement à Mérignac (Gironde), le 22 juillet : « Nous faisons face. Donc il y en a un peu assez de ces polémiques. Le "France bashing", ça suffit. »

Même façon d'évacuer le sujet de la part de Mathieu Lefèvre, ministre de la transition écologique, quand il est interpellé le [28 juillet sur France Info](#) sur le manque de moyens : « Je trouve que ces polémiques sont indécentes au moment où des femmes et des hommes risquent leur vie pour défendre la nôtre. » Et Jean-Didier Berger, ministre délégué à l'intérieur, [de fanfaronner](#), le 24 juillet : « Nous avons doublé les moyens depuis trois ans, et nous continuons à les renforcer. Qui, en Europe ou dans le monde, a fait un tel effort en la matière ? Personne. »

Alors que Sébastien Lecornu et plusieurs de ses ministres, dont Laurent Nuñez, se rendront lundi en Gironde pour une nouvelle vaste entreprise de communication, la réalité est tout autre.

Il y a quelques jours, [Mediapart révélait](#) déjà que ni Gérard Darmanin ni Bruno Retailleau ne voulaient assumer l'abandon de la base aérienne promise en 2023 : une installation prévue à Mont-de-Marsan (Landes) et qui devait permettre une intervention plus rapide des avions bombardiers d'eau dans le sud-ouest de la France.

Grâce à de nouveaux documents internes de la sécurité civile que nous nous sommes procurés, *Mediapart* a pu reconstituer le fossé entre la « posture » du ministre de l'intérieur et la réalité : une pénurie de moyens aériens qui a lourdement handicapé les pompiers en Gironde face au plus vaste incendie des soixante-dix dernières années.

La chronologie heure par heure permet dès lors de mieux comprendre l'étendue du problème : comment un simple feu de broussailles a pu dégénérer en catastrophe environnementale majeure, jetant sur les routes quelque 220 000 personnes évacuées.

Un risque « très sévère »

Il est 9 heures, le 22 juillet. C'est au centre national de coordination avancée de la sécurité civile, aéroport de Nîmes-Garons (Gard), que se prennent les grandes décisions opérationnelles : « *La répartition des moyens sur le territoire fait tous les jours l'objet d'un arbitrage en fonction d'une analyse fine du risque incendie dans les différents départements* », nous explique Jérôme Boulanger, porte-parole de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC). « *Il faut toujours réfléchir au niveau global* », insiste-t-il.

À cette heure, une nouvelle journée de lutte acharnée s'annonce à Pontevès (Var), où treize engins aériens, dont huit canadiens, sont déployés depuis la veille. Ce feu mettra dix-huit jours à être fixé par les sapeurs-pompiers, devenant l'incendie [le plus long de l'histoire du département](#).

Ce n'est pas le seul sinistre majeur auquel doit faire face la sécurité civile : deux canadiens et deux hélicoptères lourds sont mobilisés à Corte et Albertacce, en Haute-Corse, tandis que d'autres éléments de la flotte sont déployés à Fressinières (Hautes-Alpes).

Les conditions météorologiques sont jugées « *très défavorables [...] sur les zones sud, sud-ouest et ouest avec une forte pression incendiaire* », d'après une fiche de synthèse de la DGSCGC obtenue par *Mediapart*.

La carte dressée par les services du ministère de l'intérieur fait apparaître en rouge vif les zones classées en risque « *très sévère* ». En ce 22 juillet, elles sont au nombre de trente, concentrées dans le nord-ouest de la région Nouvelle-Aquitaine, d'une part, et le sud-est de la France d'autre part.

Plus petites que des départements, ces zones donnent une idée plus précise du danger encouru. Ainsi, le Médoc, au nord-ouest de la Gironde, est en

rouge, tandis que le pourtour du bassin d'Arcachon est en orange, classé risque « *sévère* ».

Ce 22 juillet, il n'est pas prévu, en Gironde, de guet aérien armé (GAAr). Le GAAr est une mission durant laquelle des avions se relaient dans le ciel, prêts à larguer très vite de l'eau ou du retardant, au cas où un incendie se déclencherait. Un seul est prévu ce jour-là, entre Arles, Orange et Aix-en-Provence.

Les GAAr, le « *nec plus ultra* » de la sécurité civile

C'est une « *spécificité de la méthode française* », se félicite la DGSCGC dans ses documents internes. Les guets aériens armés sont présentés comme la meilleure réponse aux incendies : « *S'il peut être consommateur en heures de vol, le GAAr est indiscutablement à l'origine de la maîtrise des surfaces brûlées en période estivale*, relève un [rapport sénatorial de 2023](#). Cette stratégie permet actuellement, selon les données transmises par la DGSCGC, de maîtriser près de 89,5 % des feux. »

Ce dispositif est alors considéré par les parlementaires comme le « *pilier de la doctrine française* », qui se résume en une formule : « *l'attaque des feux naissants* ». « *Pour être traité efficacement, un feu doit avoir parcouru moins d'un hectare lorsque les premiers intervenants commencent à le combattre*, explique, [sur son site](#), le ministère de l'intérieur. Aussi, en période de risque élevé, tout feu doit être attaqué dans les dix minutes suivant sa détection. »

S'il a prouvé toute son efficacité, le GAAr n'en reste pas moins un luxe : « *Cela exige plus d'avions et plus de pilotes* », nous explique Grégory Allione, député européen Renew, ancien directeur des sapeurs-pompiers des Bouches-du-Rhône et ex-président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France. « *Puisqu'il faut toujours un engin en l'air, il en faut un autre sol pour relayer le premier, lorsqu'il va refaire le plein de carburant.* » De même, les pilotes sont limités dans leur temps de vol, pour des questions de sécurité et de durée de travail.

Contactés, ni le ministère de l'intérieur, ni la DGSCGC, ni le service départemental d'incendie et de secours de Gironde (Sdis 33) ne nous ont expliqué pourquoi un guet aérien armé n'avait pas été prévu ce jour-là, le 22 juillet, en Gironde. Est-ce par manque de moyens ou par défaut d'anticipation ? La veille, sept Dash, les avions préposés aux GAAr car susceptibles de larguer 10 000 litres de retardant pour freiner les flammes, étaient disponibles. Mais le 22 juillet, seuls cinq sont opérationnels, plusieurs étant placés en maintenance.

De fait, un seul Dash a été positionné à l'aéroport de Mérignac (Gironde), ce qui ne suffit pas à assurer un guet aérien armé (*lire l'encadré*). À cet avion s'ajoutent quatre autres appareils prépositionnés, ce matin-là : des Air Tractor, de petits coucous capables d'emporter environ 3 000 litres

d'eau.

Un soleil de plomb monte dans le ciel de la Gironde. 33 °C sont attendus dans l'après-midi.

Trop peu, trop tard

12 heures 02, le long de la départementale reliant Saumos et Le Porge. Les ouvriers d'un sous-traitant d'Enedis appellent les secours. D'après les premiers éléments communiqués par le parquet de Bordeaux, c'est de leur débroussailleuse qu'aurait jailli une étincelle. Le feu avale bientôt toute la parcelle, menaçant les maisons alentour.

12 heures 18. Une première unité de pompiers arrive sur les lieux pour protéger une habitation, tandis que quatre autres camions s'engagent pour tenter de fixer la tête du feu. Les sapeurs-pompiers essaient, en vain, de circonscrire l'incendie en l'attaquant par les flancs. Environ 45 pompiers et 14 véhicules sont alors mobilisés. Tous avaient été prépositionnés dans la forêt au cas où un incendie surviendrait.

« *Les moyens au sol semblent avoir été suffisants* », juge Djibril-Junior Cissé, de la CGT du Sdis de la Gironde. Mais le vent emporte les braises qui voltigent au-dessus des cimes enflammées. Et l'incendie poursuit sa course.

12 heures 33. Arrivé sur les lieux, l'hélicoptère de reconnaissance *Charlie 33* ne peut que constater « *la dynamique exceptionnelle du sinistre, caractérisée par une progression rapide et la présence de nombreuses sautes de feu* », résume la chronologie que nous a transmise le Sdis 33.

12 heures 50. L'incendie a démarré depuis quarante-huit minutes, quand décolle enfin du tarmac de Mérignac un avion Dash, bientôt suivi par deux Air Tractor. « *S'il faut quarante-huit minutes pour aller taper un feu naissant, c'est qu'on n'est pas bons* », soupire le secrétaire général d'Avenir Secours (CFE-CGC), Alain Laratta, tout en relevant que cet aéroport n'est pas adapté à des décollages en urgence, comme l'est la base de canadiens de la sécurité civile à Nîmes (Gard) : « *En Gironde, les installations ne sont que des aménagements provisoires.* »

Dash 8 Q400 MR largue du liquide retardant le 23 juillet 2026, près de Cotignac, dans le département du Var. © Thibaud Moritz/AFP

Ce retard au décollage va être aggravé par une autre contrainte technique, elle aussi incontournable. Les avions Dash, comme les Air Tractor, ont un défaut majeur : ils sont obligés de revenir à l'aéroport, après chaque largage, pour se ravitailler en eau ou en retardant. Résultat, il faut, chaque fois, compter environ vingt minutes de temps mort, d'après les données agrégées par le site [Firetrack](#) (voir la boîte noire).

À l'inverse, les canadiens peuvent écopier dans des lacs ou en mer, gagnant un temps considérable entre deux rotations. C'est cette caractéristique qui leur confère la réputation de « *Rolls-Roys des avions bombardiers d'eau* », comme le souligne Alain Laratta.

13 heures 18. L'incendie est déjà hors de contrôle. L'hélicoptère de reconnaissance annonce au centre des opérations que cinq hectares ont déjà été parcourus. Des sautes de feu sont « *observées à plus d'un kilomètre en avant du front principal* », relève le Sdis.

À cette heure, les avions engagés n'ont pu effectuer qu'un seul largage chacun. La stratégie française, qui consiste à attaquer massivement un feu avant qu'il ne parcoure un hectare, est déjà dépassée.

Pénurie dans les airs

13 heures 47. Le Sdis 33 demande en urgence l'aide de quatre canadiens et de l'hélicoptère bombardier d'eau lourd, Puma Bravo, qui est, lui, basé à Jonzac (Charente-Maritime).

14 heures 02. À 440 kilomètres de Saumos, la base de Nîmes-Garon donne son feu vert à l'envoi de seulement deux canadiens, sur les quatre demandés. Pélican 42 et Pélican 45 décollent à 14 heures 24. Durée de vol estimée : quatre-vingt-dix minutes.

15 heures 20. L'incendie de Saumos se répand à vitesse grand V. Depuis les airs, l'hélicoptère *Charlie 33* note une « *dégradation majeure de la situation avec une propagation très rapide et de nombreuses sautes de feu* ». Ce brasier, qui va bientôt devenir le plus grand incendie français des dernières décennies, est laissé à un Dash, un hélicoptère et quelques Air Tractor qui se relaient sur le front de flammes.

Les canadiens vrombissent alors dans le panache noir qui s'élève au-dessus du Médoc. « *Leurs largages changent clairement la situation, se souvient l'adjointe au maire de Saumos, Eugénie Cabrera, interrogée par [Sud-Ouest](#). La fumée blanchit, on revoit le ciel. Comme une sorte de pause. Je me dis qu'on sera tous rentrés le soir. Sauf qu'ils ne reviennent pas. Et ça part en cacahuète.* »

À peine arrivés, les engins tant attendus reçoivent une alerte : ils doivent se désengager de la Gironde pour se rendre à Castets, dans les Landes, d'après les informations de *Mediapart*. Un feu a pris tout près d'une usine. De jeunes pins menacent de s'embrasser.

« *Dans tous les cas, la politique de lutte, c'est l'attaque des feux naissants* », explique Éric Durand, pilote d'avion bombardier d'eau et secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels navigants de l'aéronautique civile (SNPNAC). « *Et là est le problème de moyens,* complète le syndicaliste Xavier Boy, président du syndicat majoritaire

chez les sapeurs-pompiers professionnels, la FA/SPP-PATS. *On le voit bien quand on est obligés de désengager des avions d'un chantier pour aller aider sur un autre. »*

15 heures 32. Selon un [post Facebook](#) du maire de la commune de Castets, le feu, qui aurait détruit « 5 000 mètres carrés », est « maîtrisé ». Le détour entrepris par les canadiens n'aura donc été, selon nos informations, que de courte durée : les deux avions Pélican jaune et rouge retournent dans les environs de Saumos.

Au sol, les bénévoles de la défense des forêts contre les incendies (DFCI) inondent les lisières des parcelles dans l'espoir de freiner ce feu vorace. Des camions de pompiers arrivent par dizaines pour le contenir, mais, dans certaines propriétés, les pistes se révèlent trop étroites pour laisser passer les engins. Illustration du manque d'anticipation des pouvoirs publics, l'obligation de débroussaillage semble ne pas avoir été partout respectée, d'après les premières remontées de terrain du Sdis.

Niché au cœur de la forêt, le feu gagne encore en intensité et devient alors convectif : la chaleur qu'il dégage crée son propre vent, le rendant imprévisible. Des écorces incandescentes sont projetées toujours plus loin dans le massif, rendu hautement inflammable par des semaines de sécheresse.

16 heures 54. Les deux canadiens se posent à Mérignac pour refaire le plein de carburant, tandis que le feu galope hectare après hectare.

Rupture

18 heures 14. Pélican 42 et Pélican 45 sont de nouveau parés au décollage. Le temps presse. Il ne leur reste que deux petites heures avant que ne vienne la nuit aéronautique : les appareils de la sécurité civile ne sont pas adaptés aux largages nocturnes, il leur faudra attendre le lendemain pour repartir à l'assaut de l'incendie.

18 heures 40. Un second Dash, venu du Sud-Est, se pose à Mérignac avant de s'engager sur le front de flamme. Il ne fera cependant que trois rotations avant de repartir, d'après les données de suivi du trafic aéronautique.

19 heures. Un premier contour satellitaire donne une estimation de la surface parcourue par le feu : 570 hectares. Une heure et quart plus tard, ce chiffre grimpe à 718 hectares. Le feu fonce désormais en direction du bassin d'Arcachon, menaçant la commune du Porge. Et ce n'est que le début.

Le 23 juillet, 7 heures. La préfecture annonce que 2 000 hectares sont déjà partis en fumée, conduisant les autorités à évacuer 10 000 personnes, touristes et résident·es. Dans les jours qui suivront, cet incendie monstre dévastera la [commune du Porge](#), emportant près de 200 habitations, et

parcourra 42 000 hectares de forêt, s'inscrivant comme l'une des pires catastrophes environnementales des dernières décennies. Il faudra, en tout, onze jours pour le fixer. Il n'est toujours pas éteint à ce jour.

« Il nous a manqué des moyens aériens, regrette le pilote Éric Durand. On a été empêchés de prépositionner deux canadiens à Bordeaux comme on le fait normalement quand la zone est "rouge". » Ce matin du 22 juillet, seuls huit des douze canadiens étaient disponibles, d'après les documents de la DGSCGC consultés par Mediapart. Par ailleurs, une panne aurait été signalée, selon nos informations, sur l'un des engins, amputant encore la flotte de la sécurité civile.

« Avec seulement sept canadiens et plusieurs feux majeurs simultanés, c'était impossible. Des choix ont été faits... », déplore le syndicaliste. « Le gouvernement communique également sur le fait qu'il est normal de ne pas avoir 100 % de disponibilité. C'est vrai, mais pas jusqu'à descendre aussi bas. »

« Cette chronologie, si elle est avérée, témoigne de notre incapacité, avec nos moyens actuels, à respecter la mesure la plus indispensable dans la lutte contre les feux de forêt : l'attaque massive et précoce d'un feu naissant avec des moyens aériens et terrestres », martèle le syndicaliste Alain Laratta.

Écartelé entre le Var, la Corse et la Gironde, le système pourrait être arrivé, ce 22 juillet, à son point de rupture : *« La sécurité civile n'a pas les moyens – et de très loin – de garantir une intervention rapide et efficace de la Gironde jusqu'aux Alpes-Maritimes, de Marseille jusqu'à la forêt de Brocéliande, de Fontainebleau aux Ardennes... conclut Alain Laratta. Et ça, c'est indiscutable. »*

Sollicité, le ministère de l'intérieur n'a pas répondu à nos questions. Le 13 août, lors de la réunion avec les pompiers, Laurent Nuñez avait tenté de les convaincre de mettre en sourdine leurs critiques pour assécher l'opposition. *« Avec le premier ministre et le gouvernement, on a aussi besoin de vous. Aidez-nous ! Si vous chauffez bien nos oppositions, je peux vous garantir qu'ils ne vont pas trop nous aider. Et nous, on a besoin de trouver des mesures consensuelles, on a besoin de pouvoir avancer, on fait aussi de la politique. »* Les pompiers avaient remarqué.

[Élina Barbereau](#) et [Hugo Lemonier](#)